

## Bibliographie

### **I. Textes réglementaires et législation :**

#### **RDC.**

Les Codes LARCIER, République démocratique du Congo, tome I (Droit civil et judiciaire), Afrique Editions, Larcier 2003.

Les Codes LARCIER, République démocratique du Congo, tome II (Droit pénal), Afrique Editions, Larcier 2003.

Constitution de la RDC du 18 février 2006.

Loi n° 08/007 du 07 juillet 2008 portant dispositions générales relatives à la transformation des entreprises publiques (*J.O.* de la RDC, 49<sup>ème</sup> année, n° spéc., Kinshasa, 12 juillet 2008) ;

Loi n° 08/008 du 07 juillet 2008 portant dispositions générales relatives au désengagement de l'Etat des entreprises du portefeuille (*J.O.* de la RDC, 49<sup>ème</sup> année, n° spéc., Kinshasa, 12 juillet 2008) ;

Loi n° 08/009 du 07 juillet 2008 portant dispositions générales applicables aux établissements publics (*J.O.* de la RDC, 49<sup>ème</sup> année, n° spéc., Kinshasa, 12 juillet 2008) ;

Loi n° 08/010 du 07 juillet 2008 fixant les règles relatives à l'organisation et à la gestion du portefeuille de l'Etat (*JO* de la RDC, 49<sup>ème</sup> année, n° spéc., Kinshasa 12 juillet 2008) ;

Loi organique n° 08/016 du 07 octobre 2008 portant composition, organisation et fonctionnement des Entités Territoriales décentralisées et leurs rapports avec l'Etat et les Provinces (*J.O.* de la RDC, 49<sup>ème</sup> année, n° spéc., Kinshasa, 10 octobre 2008).

Décret n° 09/12 du 24 avril 2009 établissant la liste des entreprises publiques transformées en Sociétés commerciales, Etablissements publics ou Services publics (Service de documentation de la Primature, Kinshasa/Gombe).

Décret n° 09/13 du 24 avril 2009 portant dissolution et liquidation de quelques entreprises publiques (Service de documentation de la Primature, Kinshasa/Gombe).

#### **Belgique.**

Loi du 16 mars 1954 sur le contrôle des organismes d'intérêt public ([http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/...](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/))

Article 1412*bis* du Code judiciaire (Cfr. KOHL (A.) et BLOCK (G.), *Code judiciaire belge 2006*, 5<sup>ème</sup> éd. Bruxelles, Bruylant, 2007).

Loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ([http //www. Juridat.be/cgi\\_loi/loi\\_F.pl](http://www.Juridat.be/cgi_loi/loi_F.pl) ?)

Code administratif belge (Cfr. ANDERSEN (R.), DEOM (D.) et RENDERS (D.), *Code administratif 2007*, Bruxelles, Bruylant, 2007).

Code de communes et provinces de la Région wallonne du 22 avril 2004

### **France.**

Décret n° 63-766 du 30 juillet 1963 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement du Conseil d'Etat (cfr. <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do> ?).

Loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un Médiateur de la République (cfr.der. mod., ver. cons. au 29 déc. 2008 «<http://www.legifrance.gouv.fr/texteconsolide.PJEBF.htm> »).

Loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 relative aux astreintes en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public (J.O. 17 juillet 1980, p. 1799-1800 « <http://www.baag.chez.com/contadm/1-80-539.html> »).

Loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution (J.O. n° 163 du 14 juillet 1991, parue rectificatif J.O. n° 110 du 12 octobre 1992 dernière modification 14 avril 2009 cfr. <http://www.legifrance.gouv.fr/texteconsolide.PJEBF.htm>).

Décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 relatif aux procédures civiles d'exécution ; der. mod. le 15 juin 2009 (<http://www.legifrance.gouv.fr/texteconsolide/PJHCQ.htm>).

Loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (J.O. 9 février 1995, p. 2183 ; [http://www.ucanss.fr/services/.../document/Code/Code\\_2000-01-01\\_00-05\\_0\\_PP.htm](http://www.ucanss.fr/services/.../document/Code/Code_2000-01-01_00-05_0_PP.htm)).

Décret n° 95-830 du 3 juillet 1995 modifiant le Décret du 30 juillet 1963 relatif à l'organisation et au fonctionnement du Conseil d'Etat (voyez site internet <http://www.droit.org/jo/19950706/JUSC9520537D.html>).

Décret n° 95-831 du 3 juillet 1995 organisant les nouvelles compétences d'astreinte dévolues aux tribunaux administratifs et aux cours administrative d'appel (voyez site internet <http://www.droit.org/jo/19950706/JUSC9520537D.html>).

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiant et complétant la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 (<http://www.baag.chez.com/contadm/1-80-539.html>).

### **Droit international.**

Convention de Bruxelles du 10 avril 1926 sur les immunités des navires d'Etat (<http://www.upem.org/commun/listalpha.html>)

Convention européenne sur l'immunité des Etats du 16 mai 1972 ([http://www.admin.ch.ch/f/rs/i2/a0\\_273\\_1.html](http://www.admin.ch.ch/f/rs/i2/a0_273_1.html)).

Convention de Vienne du 18 avril 1961 sur les relations diplomatiques (<http://www.ch/vid/vienne-avril-relations-diplomatiques-59712081>).

Convention de Vienne du 24 avril 1963 sur les relations consulaires ([http://www.admin.ch.ch/f/rs/c0\\_191\\_02.html](http://www.admin.ch.ch/f/rs/c0_191_02.html)).

Convention des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens du 2 décembre 2004 non encore entrée en vigueur ([http://www.untreaty.un.org/.../français/traites/4\\_1\\_2004\\_resolution\\_français.pdf](http://www.untreaty.un.org/.../français/traites/4_1_2004_resolution_français.pdf)).

## II. Ouvrages, cours et thèses :

.....A

ABI SAAB (G.), *Les exceptions préliminaires dans la procédure de la Cour internationale de justice*, Paris, Pedone, 1967.

AUBY (J.-M.) et DUCOS-ADER (R.), *Grands services publics et entreprises nationales*, Paris, P.U.F., T.1 et 2, 1969.

ALLAND (D.), *Justice privée et ordre juridique international*, Paris, Pedone, 1994.

ANDERSEN (R.) et DEOM (D.), *Droit administratif et subsidiarité*, Bruxelles, Bruylant, 2000.

.....B

BAUGNIET (J.), *Principes généraux des saisies*, Faculté de droit de Namur 1970-1971.

BENABENT (E.), *L'exécution en nature des contrats des personnes publiques*, Thèse, Paris II, 1979, p. 271.

BOS (M.), *Les conditions du procès en droit international public*, Leiden, E.J. Brill. Coll. Bibliotheca Visserian, t. XXXVI, 1957, XVI, XVI, p. 344.

BRENNER (CL.), *Voies d'exécution*, 3<sup>ème</sup> éd., Dalloz, 2005.

.....C

CLOSSET-MARCHAL (G.) et VAN COMPERNOLLE (J.), *Cours de droit judiciaire*, UCL, fascicule II, 2003-2004.

COSNARD (M.), *La soumission des Etats aux tribunaux internes*, Paris, Pedone, 1996.

CROCQ (P.), *Propriété et garantie*, LGDJ, 1995.

.....D

DE BURLET (J.), *Précis de droit administratif congolais : 1. principes généraux*, Maison Ferdinand Larcier, Bruxelles, 1969.

DE LEVAL (G.), *Actualités en droit judiciaire*, Ed. de Boeck et Larcier s.a., 2005.

DE LEVAL (G.), *Traité des saisies : règles générales*, Faculté de droit de Liège 1988.

DE LEVAL (G.), *La saisie mobilière*, t. XIII, liv. III, Bruxelles, Larcier, 1986.

DE LEVAL (G.), *La saisie immobilière*, Bruxelles Larcier, 2007.

BEMBOUR (J.), *Droit administratif*, 3<sup>ème</sup> éd., 1978.  
DEOM (D.), *Le statut juridique des entreprises publiques*, Bruxelles, Story, 1990.  
DJELO EMPENGE OSAKO, *L'impact de la coutume sur l'exercice du pouvoir en Afrique noire*, E. Lebel Elan, 1990.  
DONNIER (M.), *Voies d'exécution et procédures de distribution*, 4<sup>ème</sup> éd., Paris, Litec, 1996.  
DONNIER (M.) et DONNIER (J.-B.), *Voies d'exécution et procédures de distribution*, 7<sup>ème</sup> éd., Litec, 2003.

.....G

GILLIS MALCOL (M.), *Economie du développement*, Ed. De Boeck 1990.  
GOOSSENS (C.), *L'organisation des entreprises publiques et le droit des sociétés en Belgique*, Paris, Travaux de l'association Henri Capitant, 1967, p. 210 et s.  
GUILLIEN (R.) et VINCENT (J.), *Droit des services publics*, Cours de droit public, Faculté de droit de l'Université Jean Moulin (Lyon II), 1998-1999.  
GUINCHARD (S.) et MOUSSA (T.), *Droit et pratique des voies d'exécution*, 5<sup>ème</sup> éd., Dalloz, 2007.

.....H

HAFNER (G.), KOHEN (M.-G.) et BREAU (S.), *La pratique des Etats concernant les immunités des Etats*, Conseil de l'Europe, 2006.  
HERZOC (P.), *La théorie de l'act of state dans le droit des Etats-Unis*, *R.C.D.I.P.*, 1982, pp. 617-646.

.....K

KABANGE NTABALA, *Grands services publics et entreprises publiques en droit congolais*, Kinshasa, Unikin, 1998.  
KALAMBAY LUMPUNGU, *Droit civil : régime général des biens*, PUZ, Kinshasa, 1984.  
KALAMBAY LUMPUNGU, *Droit civil : régime foncier et immobilier*, PUZ, Kinshasa, 1985.  
KALONGO MBIKAYI, *Droit civil des obligations*, Kinshasa, Unikin, 1981.  
KANGULUMBA MBAMBI (V.), *Précis de droit civil des biens*, Bruxelles, Bruylant-Academia s.a., 2007.

.....L

LALIVE (J.-F.), « L'immunité de juridiction et d'exécution des Etats et des organisations internationales », *RCADI*, 1953-III, vol. 84, pp. 205-396.  
LALIVE (J.-F.), « Contrats entre Etats ou personnes étatiques et personnes privées : développements récents », *RCADI*, 1983-III, vol. 181, pp. 9-283.  
LAMY (E.), *Le droit privé zaïrois*, Kinshasa, PUZ, 1985.  
LAVIEC (J.-P.), *Protection et promotion des investissements, étude de droit international économique*, Paris, PUF, Publications de l'I.U.H.E.I de Genève, 1985.  
LEBOULANGER (P.), *Les contrats entre Etats et entreprises étrangères*, Paris, Economica, 1985, XIII- 354 p.  
LUKOMBE NGHENDA, *Droit civil : les biens*, Kinshasa, PFDUC, août 2003.

.....M

MARTOR (B.), PILKINGTON (N.), SELLERS (D.) et THOUVENOT (S.), *Le droit uniforme africain des affaires issu de l'Ohada*, Paris, Litec, 2004.

MASAMBA MAKELA (J.), *Droit économique*, Bruxelles, Bruylant, 2006.

MATADI NENGA GAMANDA, *Droit judiciaire privé*, éd. Droit et idées nouvelles, Bruxelles, Bruylant-Academia s.a., 2006.

MBAYE KEBA, « L'intérêt pour agir devant la Cour internationale de justice », *RCADI*, 1988, II, vol. 209, pp. 223-225.

MOYSAN (H.), *Le droit de propriété des personnes publiques*, Paris, LGDJ, 2001.

.....N

NICOB (B.), *L'immunité d'exécution en droit interne et international*, Thèse de l'Université de droit, d'Economie et de Sciences Sociales de Paris (Paris II), mars 1986, 428 p.

NIHOUL (M.), *Les privilèges du préalable et de l'exécution d'office*, Brugge, la Charte, 2001.

NGONDANKOY NKOY-ea-LOONGYA, *Droit congolais des droits de l'homme*, Bruxelles, Bruylant-Academia s.a., 2004.

.....P

PÂQUES (M.), DEOM (D.), YVES ERNEUX (P.) et LAGASSE (D.), *Domaine public, domaine privé : biens des pouvoirs publics*, Bruxelles, Larcier 2008.

PINGEL-LENUZZA (I.), *Droit des immunités et exigences du procès équitable*, Paris, Pedone, 2004.

PINGEL-LENUZZA (I.), *Les immunités des Etats en droit international*, Thèse de l'Université de Paris, 1993, 545 p.

PERROT (R.) et THERY (P.), *Procédures civiles d'exécution*, 2ème éd., Paris Dalloz, 2005.

PREVAULT (J.), *L'évolution du droit de l'exécution forcée depuis la codification napoléonienne*, Paris, Dalloz, 1981.

.....Q

QUERTAINMONT (PH.), *Droit administratif de l'économie*, Bruxelles, E. Story-Scientia, 1987.

QUERTAINMONT (PH.), *Droit administratif de l'économie- L'interventionnisme économique des pouvoirs publics*, 3<sup>ème</sup> éd., Diegem, Kluwer, 2000.

.....R

REUTER (P.), « Principes de droit international public », *RCADI*. 1961-II, vol. 103, pp. 425-656.

RIVERO (J) et WALINE (J.), *Droit administratif*, 20<sup>ème</sup> éd. Paris, Dalloz, 2004.

RIVERO (J.), *Le Huron au Palais Royal ou réflexions naïves sur le recours pour excès de pouvoir*, Paris, Dalloz, 1962.

RUBBENS (A.), *Droit judiciaire congolais : Le pouvoir, l'organisation et la compétence judiciaires*, Université Lovanium, éd. Ferd. Larcier, 1970.

## S

SEIDL-HOHENVELDERN (I.), *L'immunité de juridiction et d'exécution des Etats et des organisations internationales*, Paris, Pedone, coll. Cours et Travaux de l'I.U.H.E.I., 1981, pp. 109-167.

SOHIER (A.), *Droit civil du Congo belge*, tome I, 1956.

SORMAN (G.), *La nouvelle richesse des nations*, E. Fayard, 1987.

STASSEN (J.) et HERBIET (M.), *Les entreprises publiques autonomes*, Bruxelles Bruylant, 1992.

STIGLITZ (J.), *Quand le capitalisme perd la tête*, Paris, E. Fayard 2003.

## T

T'KINT (F.), *Sûretés et principes généraux du droit de poursuite des créanciers*, Maison Larcier, 1991.

TOUSSAINT (E.) et ZACHARIE (A.), *Afrique, abolir la dette pour libérer le développement*, Bruxelles, CADTM, 2001.

TOUSSAINT (E.) et ZACHARIE (A.), *Sortir de l'impasse, dette et ajustement*, Bruxelles, CADTM, 2002.

TROPER (M.), *L'interventionnisme économique et pouvoir local en Belgique*, Paris, Economica, 2000.

## V

VAN HERREWEGHE (V.), FORGES (M.) et VERMEIRE (T.), *Mémento des saisies*, Waterloo, éd. Kluwer, 2007.

VERDUSSEN (M.), *Le médiateur parlementaire : données comparatives*, Bruxelles, Bruylant, 1995.

VERHOEVEN (J.), *Le droit international des immunités : contestation ou consolidation ?*, L.G.D.J., Larcier, 2004.

VERON (M.), *Voies d'exécution et procédures de distribution*, Paris, Masson, 1989.

VINCENT (J.) et PREVAULT (J.), *Voies d'exécution et procédure de distribution*, Paris, Dalloz, 1993.

VINCENT (J.), GUINCHARD (S.), MONTAGNIER (G.) et VARINARD (A.), *Institutions judiciaires (Organisation, Juridictions et Gens de justice)*, 8<sup>ème</sup> éd. Paris, Dalloz, 2005.

VINCENT (J.) et PREVAULT (J.), *Voies d'exécution et procédure de distribution*, 17<sup>ème</sup> éd., Paris, Dalloz, 1993.

## W

WEILL (A.) et TERRE (F.), *Droit civil des obligations*, Paris, Dalloz, 1980.

WERY (P.), *Droit des obligations*, 2 tomes, Bruxelles, DUC, UCL, 2008-2009.

WERY (P.), *L'exécution en nature des obligations contractuelles non pécuniaires. Une relecture des articles 1142 et 1144 du Code civil*, Bruxelles, Kluwer, 1993.

## Y

YANTE (J.-M.) et TALLIER (P.-A.), *Les parastataux en Belgique au 20<sup>ème</sup> siècle : législations, évolutions récentes*, Archives générales du Royaume, Bruxelles, 2003.  
YOLKA (P.), *La propriété publique, éléments pour une théorie*, Paris, LGDJ, 1997.

## II. Articles.

### .....A

ABRAHAM (R.), « L'immunité d'exécution : la pratique française », in *Le droit des immunités et exigences du procès équitable*, Collection contentieux européens, ed. Pedone, pp. 113-117.

AHMED SALEM OULD BOUBOUTT, « Les voies d'exécution contre les personnes publiques en droit mauritanien », in *L'effectivité des droits fondamentaux dans les pays de la Communauté francophone*, Colloque international 29 et 30 septembre, 1<sup>er</sup> octobre 1993, p. 583 et s.

AMSELEK (P.), « Les établissements publics sans comptables publics et le principe de l'insaisissabilité des biens des personnes publiques », in *JCP*, 1986, I, 3286, n° 28 et s.

AMSELEK (P.), « La compensation entre les dettes et les créances des personnes publiques », in *RDP*, 1988, 1485 et s.

### .....B

BAYONA-ba-MEYA, « Exécution des condamnations civiles prononcées contre la République et les autres personnes morales de droit public », in *R.J.Z.*, 1984, K00805, pp. 110 et s.

BETHEZE (J.P.), « Le crédit et ses marges de manœuvre », *Rev. de la Banque*, 1994.

BIBOMBE-MUAMBA, « Exécution des arrêts rendus en matière administrative », in *RJZ*, 1984, p. 95.

BLANCA VILA COSTA, « La pratique espagnole en matière d'immunité d'exécution de l'Etat étranger (quelques réflexions critiques) », in *L'immunité d'exécution de l'Etat étranger*, CEDIN, E. Montchrestien, 22 avril 1988, pp. 67-80.

BON (P.), « Un progrès de l'Etat de droit : La loi du 16 juillet 1980 relative aux astreintes en matière administrative et à l'exécution des jugements par la puissance publique », *RDP*, 1981, p. 29 et s.

BOULLEZ (N.) et BOULLEZ (C.), « Les apports de la loi du 8 février 1995 au contentieux administratifs », in *Administrer* 1995, p. 10 et s.

BOUREL (P.), « L'immunité de juridiction et d'exécution », *Jurisclasseur de droit international*, 1980, Fasc. 581-E.

BOUREL (P.), « Aspects récents de l'immunité d'exécution des Etats et services publics étrangers », *Trav. Cté. Fcs. D.I.P.*, 1983, pp. 133-161.

BUTTGENBACH (A.), « Réflexions sur le statut des organismes parastataux et des entreprises publiques en Belgique », in *Seconds mélanges offerts à E. Milhaud*, Genève, 1960, p. 185-200.

### .....C

CAMMILLERI (A.), « Le pouvoir d'injonction du juge administratif : une révolution apportée ? » *JCP G* 1997, I, 3992, p. 31 et s.

CEREXHE (E.), « Les créanciers et les biens de l'Etat », *journal des procès*, 1987, n° 102, p. 22-23.

CHABANOL (D.), « Commentaire de la loi n°95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative », *RF décentralisation*, nov. 1995, p. 185 et s.

CLAMENS (S.), « Vers la remise en cause du principe d'insaisissabilité des biens des personnes publiques », in *AJDA*, 2000, p. 767 et s.

COPPENS (P.), « Remarques épistémologiques sur l'utilisation des concepts économiques en droit », in *Le droit au défi de l'économie*, Coll. Droit économique n° 2, publication de la Sorbonne, Paris 2002.

CRABBE (V.), « Introduction à l'histoire du droit des entreprises publiques en Belgique », in *Revue politique*, 1964, p. 125 et s.

.....**D**

DEBBASCH (R.), « Le juge administratif et l'injonction : la fin d'un tabou ? », in *JCP G*, 1996, I, 3924.

DELAHAUT (P.), « La création et le financement des entreprises par les pouvoirs publics », in *Les nouveaux modes d'intervention des pouvoirs publics dans l'entreprise*, Bruxelles, Bruylant, 1988.

DELVAX (D.) et COENRAETS, « Le privilège de l'immunité d'exécution : le colosse aux pieds d'argile ou le dogme trahi par son fondement ? », *J.L.M.B.*, 1999, pp.672-681.

DELVOLVE (P.), « L'exécution contre l'Administration », in *TRD civ.*, n° spéc. hors série, 1993, p. 152 et s.

DEOM (D.), « Le recours à l'astreinte », in *La responsabilité des pouvoirs publics*, actes du colloque interuniversitaire organisé les 14 et 15 mars 1991, Bruxelles, Bruylant 1991, pp. 457-477.

DEOM (D.), « Evolution et tendances récentes en matière d'entreprises publiques », in *Les parastataux en Belgique au 20<sup>ème</sup> siècle : législations, évolutions récentes*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2003, p. 101 et s.

DE WOLF (P.), « Le droit des affaires de la RDC à la croisée des chemins », in *R.D.A.*, n° 29/4.

DIRIX (E.), « Saisie sur les biens des autorités publiques », in Hommages à Mr le Professeur Marcel Storme, *Huis. Just.* 10/1995, n° 5 et 6.

DOMONICE (C.), « Immunité de juridiction et d'exécution des Etats et des chefs d'Etat étrangers », in *Fiches juridiques suisses*, 1992, n° 934, p. 26.

DONY (M.), « L'interdiction totale des voies d'exécution à l'égard des personnes publiques est-elle justifiée ? », in *Adm. Publ.*, 1985.

DUCOS-ADER (R.), « Le principe de l'insaisissabilité : un principe autonome et général du droit applicable à tous les établissements publics industriels et commerciaux », *Gaz. Pal.* 1986, II, doct., p. 474 et s.

DUMONT (F.), « Le régime de l'immunité d'exécution en droit comparé », in *L'immunité de juridiction et d'exécution des Etats*, actes du colloque conjoint des 30 et 31 janvier 1969, pp. 183-210.

.....**E**

EISEMANN (P.) et COUSSIRAT-COUSTERE (V.), « La procédures devant les juridictions internationales permanentes », in *La juridiction internationale permanente*, Colloques de la S.F.D.I., Paris, Pedone, 1987, pp. 103-165.

EMANUELLI (C.), « L'immunité souveraine et la coutume internationale : de l'immunité absolue à l'immunité relative », *CYIL*, 1984, pp. 26-97.

ERNOTTE (M.C.), « L'extinction des obligations : la compensation », in *La théorie générale des obligations*, vol. XXVII, déc. 1998, p. 279 et s.

ESCARMELLE (J.-F.) et DERSIN (A.), « Essai de définition du concept d'entreprise publique », in *Revue internationale des Sciences administratives*, 1981, p. 365 et s.

.....**F**

FELD (L.-P.) et VOIGT (S.), « Croissance économique et indépendance judiciaire : quels liens ? », in *European Journal of political Economy*, n° 2.872, 30 mars 2005, p. 8 et s.

FLAMME (M.-A.), « Observation sur l'arrêt de la Cour de cassation du 21 avril 1966 », *R.A.D.A.*, 1966, p. 126.

FLAMME (M.-A.), « Un principe général de droit administratif : l'interdiction des voies d'exécution forcée à l'égard des personnes publiques », in *Rev. adm.*, 1966, p. 127.

FLAMME (M.-A.), « Le régime des activités commerciales et industrielles des pouvoirs publics », in *Revue de l'Institut de Sociologie de l'ULB*, 1966, p. 143 et s.

FAVRE (D.), « L'immunité d'exécution des Etats et des organisations internationales : la pratique suisse », in *Droit des immunités et exigences du procès équitable*, actes du Colloque du 30 avril 2004, éd. Pedone, pp. 129-130.

.....**G**

GALABERT (J.-M.), « L'application par le Conseil d'Etat des dispositions de la loi du 16 juillet 1980 relatives aux astreintes », in *Mélanges Peiser*, Pug, 1995, p. 241 et s.

GEORGEL (J.), « Le Médiateur de la République », in *J.-CL. Administratif* 1997, fasc. 1007.

GAUDEMET (Y.) « L'entreprise publique à l'épreuve du droit public (domanialité publique, insaisissabilité et inarbitrabilité) », in *Mélanges R. DRAGO*, Economica, 1996, p. 259 et s.

GAUTHIER (M.-C.), « Les pouvoirs d'injonction et d'astreinte du juge judiciaire à l'encontre de l'administration », in *Le courrier juridique des finances*, déc. 1995, n° 60, p. 1 et s.

GOLDSMITH (A.), Les institutions et la croissance économique en Afrique, USAID, in *La politique économique africaine*, documents de travail, n° 7, 1998.

GUETTIER (C.), « Injonction et astreinte », *J.-CL. Administratif* 1997, fasc. 1114, n° 12 à 26, p. 5 et s.

.....**H**

HAFNER (G.), « L'immunité d'exécution dans le projet de la Convention des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des Etats et des leurs biens », in *Droit des immunités et exigences du procès équitable*, éd. Pedone, pp. 85-112.

HUBERLANT (CH.) et DELPEREE (F.), « Les personnes morales de droit public bénéficiaires de l'immunité d'exécution en droit interne comparé », in *L'immunité de*

*juridiction et d'exécution des Etats*, Institut de sociologie de l'ULB, Bruxelles, 1971, pp. 213-256.

.....**I**

DUPONT (I.), « L'article 1412*bis* du Code judiciaire a-t-il saisi les autorités publiques ? : examen de la mise en application de cet article par les personnes morales de droit public et autres tempéraments à l'immunité d'exécution », in *Rev. adm. pub.*, 28<sup>ème</sup> année 2004, pp. 58-71.

.....**J**

JACQUIGNON (L.), « L'exécution forcée sur les biens des autorités et services publics », in *AJDA*, 1958, p. 71 et s.

.....**K**

KALONGO MBIKAYI, « Le régime des sûretés des entreprises publiques en droit zaïrois », in *RJZ*, 1978, n° 1-2-3, 54<sup>ème</sup> année, pp. 21 et s.

KANGULUMBA MBAMBI (V.), « L'exécution des décisions judiciaires par les personnes morales de droit public en droit judiciaire privé congolais », in *RADIC*, 1999, pp 296-315.

KENGO-wa-DONDO, « L'exécution des jugements », in *B.A.C.S.J.*, 1978, pp.7-96.

KESSEDJIAN (C.), « La pratique américaine en matière d'immunité d'exécution de l'Etat étranger », in *L'immunité d'exécution de l'Etat étranger*, CEDIN, éd. Montchrestien, 12 avril 1988, pp. 121-146.

KISAKA KIA NGOY, « La suspension administrative de l'exécution des décisions judiciaires », in *RAJZ*, 1997, p. 85-94.

KOHEN (M.-G.), « La définition de l'Etat », in *La pratique des Etats concernant les immunités des Etats*, Conseil de l'Europe 2006, p. 4.

.....**L**

LAY (J.-P.), « L'exécution entre les collectivités locales des condamnations prononcées par le juge judiciaire », in *Rev. Administrer*, 1991, p. 15 et s.

LEBEN (CH.), « Les fondements de la conception restrictive de l'immunité d'exécution des Etats », in *L'immunité d'exécution de l'Etat étranger*, CEDIN, éd. Montchrestien, 22 avril 1988, p. 7 et s.

LE BRUN (J.) et DEOM (D.), « L'exécution des créances contre les pouvoirs publics », in *J.T.*, 1983, p. 261.

LEVENEUR (L.), « Les développements récents en matière de garantie des paiements », in *Rev. de droit banc.*, 1991, n° 27, p. 162.

LEWALLE (P.), « L'immunité relative d'exécution des personnes morales de droit public », in *Huis. Just.*, 1995, pp. 60-70.

LEWALLE (P.), « Le projet d'insertion d'un article 1412*bis* dans le Code judiciaire et l'immunité d'exécution des personnes morales de droit public : le principe, l'évolution jurisprudentielle, l'évolution législative, le nouveau droit judiciaire privé », in *J.T.* n° 5, 1994, p. 173.

LEWALLE (P.), « Les voies d'exécution à l'encontre des personnes publiques », in *L'effectivité des droits fondamentaux dans les pays de la Communauté francophone*, 1993, p. 601.

LINOTTE (D.), « Exécution des décisions de justice administrative et astreinte en matière administrative (loi n° 80-539 du 16 juillet 1980) », in *J.C.P.*, 1981, n° 3011.

LINSMEAU (J.), « L'huissier de justice confronté aux immunités », Chambre nationale des huissiers de justice (*Congrès du 22 novembre 1986*), Liège, 1986, pp. 90-91.

LUHONGE KABINDA NGOY, « Des causes d'inexécution des décisions de justice en droit congolais », in *B.A.C.S.J.*, 30 novembre 1999, n° spéc. pp. 1-43.

.....**M**

MODERNE (F.), « Etrangère au pouvoir du juge, l'injonction, pourquoi le serait-elle ? », *RFDA* 1990, 789 et s.

MONETTE (P.-Y.), « Du contrôle de la légalité au contrôle de l'équité : une analyse du contrôle exercé par l'Ombudsman parlementaire sur l'action de l'Administration », in *Rev. belge de dr. const.*, n° 1, Bruxelles, Bruylant, 2001, p. 5.

MOREAU-MARGREVE (I.), « L'astreinte », in *Ann. dr. Lg.*, 1982, pp. 11-92

MUEPU MIBANGA, « L'exécution des arrêts rendus en matière administrative », in *RJZ*, 1984, K00805, pp. 85-86.

MULENDA KIPOKE (J.-M.), « L'exclusion de l'immunité d'exécution des biens du domaine privé de l'Etat est-elle justifiée en droit congolais ? (Esquisse de solution domestique partant d'une étude comparative), in *R.D.A.*, 11<sup>ème</sup> année, n° 43, juillet 2007, pp. 281-310.

.....**N**

NEDJAR (D.), « Tendances actuelles du droit international des immunités des Etats », *J.D.I.*, 1997, p. 61.

NGEFA ATONDOKO (G.), « Zaïre, le judiciaire pris en otage par l'Exécutif », in *Le potentiel*, n° 816 du 30 août 1996, p. 6.

NSAMPOLU IYELA, « L'exécution des décisions rendues en matière de droit privé par les juridictions de droit écrit », *RJZ*, 1984, p.66.

NYSSSENS, (CL.), « Le principe de l'immunité d'exécution des pouvoirs publics assoupli par le législateur », in *RRD*, n° 69, janvier 1994, p. 299.

.....**O**

OKITAKULA DJAMBAKOTE, « Exécution des condamnations civiles prononcées contre la République et les autres personnes morales de droit public », in *RJZ*, 1984, p. 106.

OPPETIT (B.), « La pratique française en matière d'immunité d'exécution », in *L'immunité d'exécution de l'Etat étranger*, CEDIN, E. Montchrestien, 22 avril 1988, pp. 76-80.

OLIVIER (H.), « L'entreprise publique et le droit commercial », *Journal des Tribunaux*, 1976 ; p. 537 et s.

.....**P**

PAQUES (M.), « L'immunité d'exécution des personnes morales de droit public », in *J.T.*, 1983, p. 435.

PAUWELS (J.-M.), « L'adaptation des droits africains par voie jurisprudentielle. Expérience et projets au Congo », in *Rev. congolaise de droit*, Kinshasa, 1971, pp. 61-81, spéc. , n° 20.

POIRAT (FL.), « Les immunités des sujets du droit international », in *Le droit international des immunités : contestation ou consolidation ?*, LGDJ, Larcier 2004, pp. 11-60.

PREAT (D.), « La garantie de l'Etat à ses établissements publics : une aide incompatible avec le Marché commun ? », in *LPA*, 26 janv. 2000, p. 4 et s.

.....R

REMOND-GOULLLOUD (M.), « Navires et immunités étatiques », in *L'immunité d'exécution de l'Etat étranger*, 4<sup>ème</sup> journée d'actualité internationale, Cahier du CEDIN, n° 4, Paris, Montchrestien 1990, p. 211-217.

.....S

SALMON (J.) et SUCHARIKTUL (S.), « Les missions diplomatiques entre deux chaises : immunité diplomatique ou immunité d'Etat ? », *A.F.D.I.*, 1987. 162, spéc. pp. 163-164.

SCHULTZ (J.C.), « Une affaire récente : la faillite du Zaïre devant les tribunaux néerlandais », in *L'immunité d'exécution de l'Etat étranger*, CEDIN, E. Montchrestien, 22 avril 1988, pp. 83-89.

STASSEN (J.) et HERBIET (M.), « L'intervention de l'Etat dans l'économie en Belgique », in *Revue internationale des Sciences administratives*, 1979, p. 349 et s.

STIJS (S.) et VUYE (H.), « La faculté de remplacement à la lumière de l'exécution en nature et le principe de la continuité du service public », in *R.G.D.C.*, 1999.

STRANART (A.M.) et GOFFAUX (P.), « L'immunité d'exécution des personnes publiques et l'article 1412bis du Code judiciaire », in *J.T.*, 1995, p. 437.

STRYCKMANS (J.-J.), « L'application des voies d'exécution forcée aux associations des communes », in *J.T.*, 17 mai 1964, p. 323.

SUDRE (F.), « La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », in *Droit des immunités et exigences du procès équitable*, éd. A. Pedone, Paris, 2004, pp. 19-31.

SUY (E.), « Les bénéficiaires de l'immunité de l'Etat », in *L'immunité de juridiction et d'exécution des Etats*, Institut de Sociologie de l'ULB et de l'Université de Louvain 1971, pp. 259-269.

SUY (E.), « L'immunité des Etats dans la jurisprudence belge », in *L'immunité de juridiction et d'exécution des Etats*, Institut de Sociologie de l'ULB et de l'Université de Louvain, 1971, pp. 281-313.

.....T

TERCINET (J.), « Vers la fin de l'inexécution des décisions juridictionnelles par l'Administration ? », in *AJDA*, 1981, pp. 3 et s.

.....V

VAN COMPERNOLLE (J.), « L'astreinte », in *Rép. not.*, t. 13, livre 4, titre 6, 1992.

VAN HEUKELLEN et VAN DEN HASELKAMP, « Quelques réflexions sur la saisie mobilière », *Actualités du droit*, 2003/3, numéro spécial « Les droits de recouvrement », p. 513-514.

VAN RYN (J.) et HEENEN (J.), « Esprit de lucre et droit commercial », in *Revue critique de jurisprudence belge*, 1974, p. 325 et s.

VAN VOLSEN (F.) et VAN HEUVEN (D.), « L'immunité d'exécution des personnes juridiques de droit public », in *R.R.D.*, n° 45, janvier 1988, p. 9 et s.

VAUTHIER (M.), « L'exécution forcée sur les biens des autorités et services publics », in *R.D.I.D.C.*, 1958, p. 394 et s.

VENNEMAN (R.), « L'immunité d'exécution de l'Etat étranger », in *L'immunité de juridiction et d'exécution des Etats*, actes du Colloque conjoint des 30 et 31 janvier 1969, pp. 119-180.

VERHEYDEN (A.), « L'immunité d'exécution des personnes morales de droit public », in *R.R.D.*, 1991, p. 387.

.....**W**

WITMEUR (R.), « Peut-on contraindre les autorités publiques à exécuter une condamnation prononcée contre elles ? : 1<sup>er</sup> commentaires de la loi du 30 juin 1994 insérant l'article 1412bis du Code judiciaire », in *Cah. dr. jud.* 1994.